

# La course aux grands postes démarre discrètement

UE Le renouvellement des hauts dirigeants européens aigüise les appétits

- Les nominations aux « top jobs » européens feront l'objet d'un grand marchandage.
- Les candidats ne peuvent pas tous se déclarer.
- Les manœuvres de coulisses n'en seront que plus discrètes.

Le processus politique de désignation des hauts postes européens ne constituera que la dernière étape du long cycle qui s'entamera avec les élections européennes, et s'achèvera avec l'entrée en fonction en novembre de la nouvelle Commission. Mais ces nominations, mélange de mercato footballistique et de grand jeu diplomatique, agitent déjà les esprits.

**1 La présidence de la Commission.** Le Parti populaire européen (PPE, droite classique) et le Parti socialiste européen ont désigné l'Allemand Manfred Weber et le Néerlandais Frans Timmermans comme leurs porte-étendards respectifs pour les élections européennes et candidats à la présidence de la Commission.

Le PPE étant assuré de rester la première force politique au Parlement européen, Manfred Weber, qui y dirige actuellement son groupe politique, est d'ores et déjà assuré d'être celui qui aura, le premier, la main pour rassembler une coalition derrière. Pour, par la suite, et comme cela s'est passé avec Jean-Claude Juncker en 2014, forcer les chefs d'État ou de gouvernement dont c'est la prérogative, à le désigner à la tête de la Commission.

Une grande perplexité continue à planer dans la bulle médiatique quant à la capacité de Weber à bondir du poste d'eurodéputé qu'il occupe depuis 15 ans, à celui de patron de l'institution centrale de l'UE. Mais la plupart des interlocuteurs politiques consultés par *Le Soir* constatent que, élu par le congrès du PPE et adoubé par tous ses chefs d'État ou de gouvernement, « *il est bien parti pour y arriver* », comme nous indiquait une source au cœur de la machinerie européenne et membre du PPE.

Ce n'est pas que Weber n'a pas de concurrent. Il en a un qui bénéficie d'un CV et d'une aura surclassant les siens.

Mais il n'est pas candidat : c'est Michel Barnier, PPE lui aussi, plusieurs fois ministre et commissaire européen, et encensé dans toute l'Europe (sauf au Royaume-Uni) pour la manière dont il s'acquitte de son rôle de négociateur de l'UE pour le Brexit. Il a renoncé à être candidat afin de mener cette mission à bien. « *Mais si Weber n'arrive pas à rassembler une majorité sur son nom et son programme, ce sera l'heure de Barnier* », soutient notre source.

Un autre nom continue à être très cité, plus par la presse que par les politiques : celui de la commissaire à la Concurrence Margrethe Vestager. La « dame de fer » anti-monopoles présente toutefois de nombreux handicaps : libérale (quatrième famille politique au PE), elle est de surcroît issue d'un autre parti libéral danois que celui du Premier ministre actuel Lars Lokke Rasmussen. (Et les législatives prochaines au Danemark pourraient tout chambouler.)

Toutes raisons pour lesquelles Vestager n'a même pas encore accepté la demande de l'ALDE (le parti libéral européen) de figurer dans son « team Europe », qui comprendra leurs candidats à des « top jobs »...

Reste une inconnue, et elle est de taille : que voudra Emmanuel Macron, dont on dit qu'il hésite entre les options de faire désigner un président français à la tête de la Banque centrale européenne, ou celle d'avoir une influence déterminante sur la Commission, peut-être avec un Michel Barnier qui n'est pourtant pas de sa famille politique...

**2 La présidence du Conseil européen.**

La famille libérale, systématiquement perdante dans les derniers partages de postes, visera en priorité la présidence du Conseil européen, le cénacle des chefs d'État ou de gouvernement : elle y constitue la première force politique, avec huit chefs de gouvernement sur 28, et même neuf en comptant Emmanuel Macron dont le parti En Marche va s'allier à l'ALDE. Un nom se dégage : le Néerlandais Mark Rutte. Troisième en ancienneté derrière Merkel puis Orban, à la tête de son troisième gouvernement successif à La Haye, il jouit d'une grande autorité, tout en s'étant positionné depuis le référendum sur le Brexit comme le nouveau leader de l'Europe septentrionale, libérale et austéritaire.

Mais on dit que Rutte, homme d'ac-

tion, ne se voit pas dans une fonction « *qui consiste à boire le café une fois par mois avec les autres dirigeants européens* », selon le raccourci cruel d'un insider. Par ailleurs, sa majorité à La Haye tient à une seule voix, son départ ferait

sauter la coalition. Enfin, si la famille socialiste, à qui devrait revenir un poste, l'obtenait pour son champion Frans Timmermans, par exemple celui de Haut représentant pour les Affaires étrangères, cela barrerait automatiquement la voie à un autre Néerlandais.

À défaut de Rutte, les libéraux avanceraient un autre Premier ministre. Charles Michel apparaît dans ce cas de figure en bonne position. De même que Xavier Bettel, mais le Luxembourgeois a contre toute attente remis sa coalition en selle. Michel qui jusqu'à la chute de sa coalition misait beaucoup sur sa propre reconduite à la tête d'une coalition avec la N-VA, pourrait s'avérer « disponible ». Le Premier ministre a dès le début de son mandat noué des liens personnels avec la plupart de ses homologues – il est proche de Macron –, il est apprécié pour ses interventions calibrées aux sommets. Et ouvertement pro-européen, il n'est pas perçu par les dirigeants plus sceptiques comme un fédéraliste enragé à la manière de Guy Verhofstadt.

**3 Le haut représentant.** La famille socialiste, que l'on s'attend à voir perdre des plumes aux européennes, devrait figurer comme participant indispensable à la prochaine majorité parlementaire. Cela devrait lui valoir un poste. Elle pourrait revendiquer la succession de la sociale-démocrate italienne Federica Mogherini, avec Timmermans, ex-ministre des Affaires étrangères.

Derrière lui, se profile la candidature possible de l'Espagnol Josep Borell. Ex-président du PE et actuel ministre des Affaires étrangères, ce Catalan unitariste est poussé par son Premier ministre Sanchez comme figure de proue européenne. Et la voix de Sanchez, seul dirigeant socialiste d'un grand État membre, pourrait compter au moment du grand marchandage. Enfin, on ne peut exclure, même si ce n'est pas l'hypothèse la plus forte, que les libéraux se rabattent sur ce poste. Lequel siérait comme un gant à... Didier Reynders (lire ci-contre) ! ■

JUREK KUCZKIEWICZ

**COMMISSAIRE BELGE****Michel, Reynders ou... Lamberts ?**

La désignation du prochain commissaire européen belge est en principe un sujet aussi prématuré que l'est le marchandage sur les hauts postes de l'UE. C'est d'autant plus vrai en Belgique, où en 2019 comme en 2014, la désignation du commissaire européen interviendra après les élections fédérales et européennes (et régionales) qui se tiendront simultanément.

Or comme le siège à la Commission européenne est traditionnellement versé dans le pot des postes ministériels à partager entre partis de coalition, cette nomination dépendra donc du résultat des élections.

Comme l'usage de notre pays veut une alternance linguistique pour ce poste, mais qu'il y a été fait exception lors des deux

derniers mandats (la démocrate chrétienne flamande Thyssen a succédé en 2014 au libéral flamand De Gucht), le prochain membre belge de l'exécutif européen devrait être francophone. A partir de là, il faut envisager les scénarios de coalition possibles, sachant que le poste de commissaire est comptabilisé à la même valeur (3 points) que celui de Premier ministre.

Une première hypothèse s'insinue : celle où, les libéraux remontant au pouvoir, Charles Michel n'est plus Premier ministre. Dans ce cas de figure, la voie européenne pourrait être le reclassement le plus gracieux pour Charles Michel. Soit comme président du Conseil européen (lire ci-contre). Soit... comme commissaire qui, vu son statut d'ex-Premier ministre, pourrait obtenir un beau portefeuille.

Dans ce cas, Charles Michel risque peut-être de faire du tort à Didier Reynders. Ce dernier, ministre des Affaires étrangères, a de bonnes chances de devenir le prochain secrétaire général du Conseil de l'Europe (institution qui n'a rien à voir avec l'UE !). Mais s'il devait échouer à s'y faire élire, le poste de commissaire auquel il avait été

destiné il y a cinq ans avant de se faire supplanter par Thyssen, resterait un graal appréciable.

Un autre scénario pourrait prendre du corps. Les écologistes, qu'on s'attend à voir effectuer une percée tant au Nord qu'au Sud, sont donnés comme partenaires probables d'une prochaine coalition fédérale sans la N-VA, qu'elle penche à droite (avec les libéraux) ou à gauche (avec les socialistes). Si les postes ministériels de premier rang doivent constituer une priorité pour les Ecolo, la tentation pourrait toutefois être grande de revendiquer un poste de commissaire pour la famille verte européenne ! « *Si les verts sont appelés à participer à la prochaine coalition au Parlement européen, il serait stratégiquement indiqué qu'ils disposent aussi d'une présence à la Commission* », argumente Philippe Lamberts, actuel chef du groupe Verts/ALE au Parlement européen, qui ne cache pas qu'il serait « *enthousiaste* » pour ce « *dream job* ». « *L'hypothèse a déjà été évoquée dans des conversations internes* », reconnaît l'eurodéputé, sans se leurrer sur « *la fenêtre étroite* » pour qu'elle se réalise.

J.KZ.